



# STATISTIQUES ET INDICATEURS

## LES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES PAYS DE LA LOIRE

### SITUATION AU 30/09/2018



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

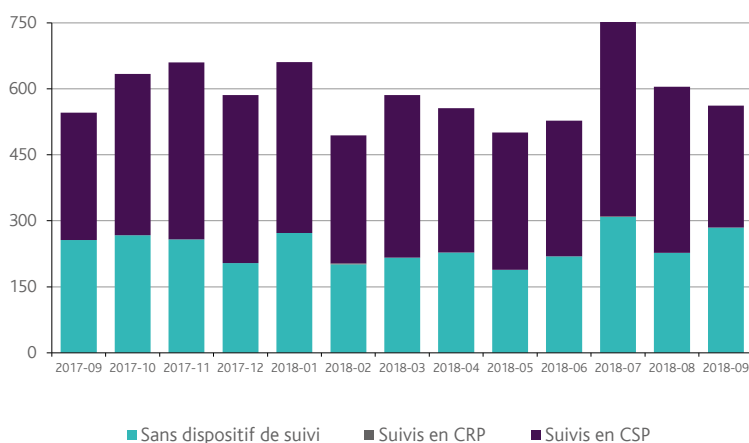
#### LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

En septembre 2018, **562** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en augmentation de **2,9%** par rapport à septembre 2017. Les licenciés avec dispositif représentent **49,3%** de l'ensemble et affichent une baisse de **4,5%**. En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques affiche une baisse significative depuis juillet 2016 (**650** licenciements en septembre 2018). En un an, **7 157** personnes ont été inscrites pour ce motif, en région des Pays de la Loire (soit une baisse de **6,4%**).

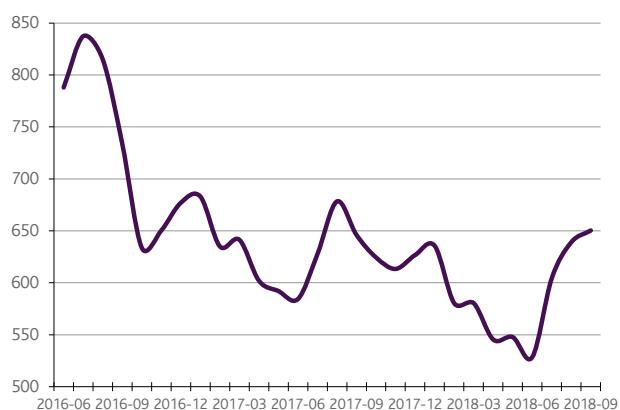
#### SOMMAIRE

- 1 Les licenciés économiques
- 2-3 Leurs caractéristiques socio démographiques
- 4 La DEFM avec dispositif
- 5-6 Le suivi des dispositifs

#### LES INSCRIPTIONS SUITE A LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE



#### MOYENNE MOBILE SUR TROIS MOIS



— Total des licenciements (avec et sans suivis)

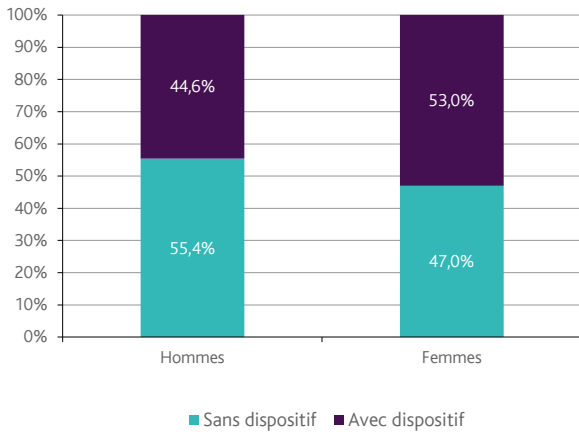
		Licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%	dont CRP	dont CTP	dont CSP
Valeur mensuelle	sept-18	562	285	50,7%	277	49,3%			277
	sept-17	546	256	46,9%	290	53,1%			290
	Evolution	2,9%	11,3%		-4,5%				-4,5%
Cumul sur 3 mois	sept-18	1 951	821	42,1%	1 130	57,9%	NC	NC	1 129
	sept-17	1 938	825	42,6%	1 113	57,4%	NC	NC	1 113
	Evolution	0,7%	-0,5%		1,5%				1,4%
Cumul sur 12 mois	sept-18	7 157	2 875	40,2%	4 282	59,8%	NC	NC	4 279
	sept-17	7 646	3 006	39,3%	4 640	60,7%	NC	NC	4 637
	Evolution	-6,4%	-4,4%		-7,7%				-7,7%

Source Persee

**Information méthodologique :** Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement

# LES CARACTÉRISTIQUES SOCIO DÉMOGRAPHIQUES DES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES

## RÉPARTITION PAR SEXE

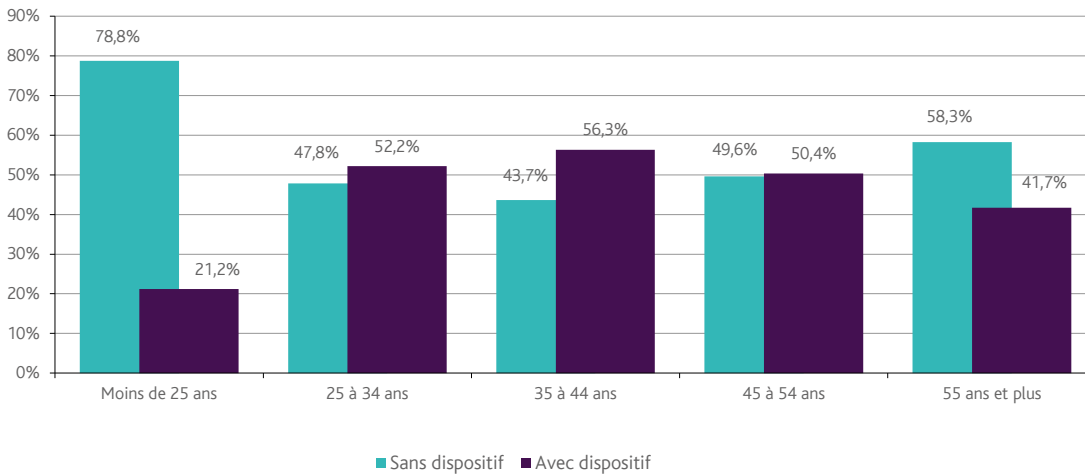


En septembre 2018, la proportion des hommes licenciés économiques avec un dispositif (44,6%) est moins importante que celle des femmes (53%).

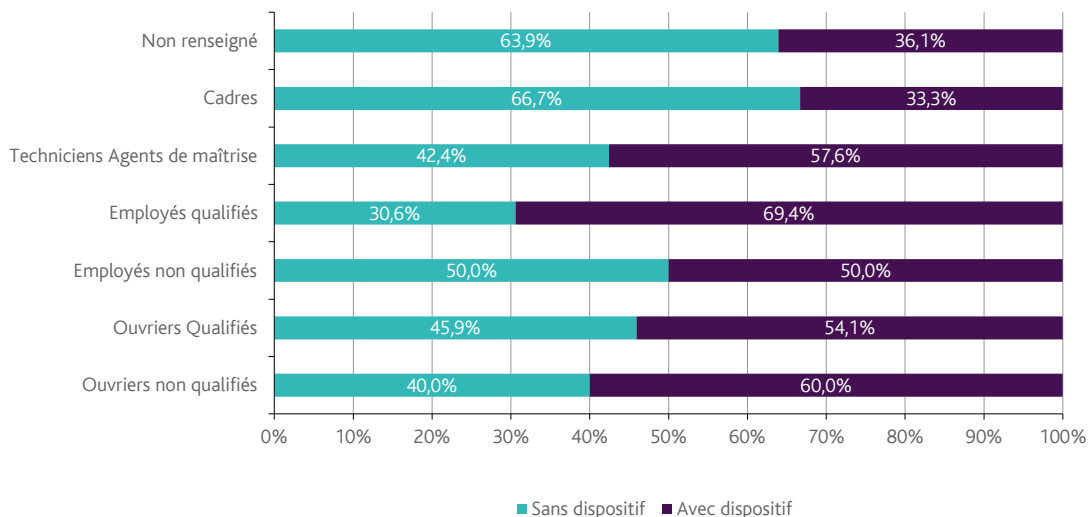
Exceptées les tranches d'âge moins de 25 ans (21,2%) et de 55 ans et plus (41,7%), toutes les autres tranches d'âge ont adhéré à un dispositif (de 50,4% à 56,3%).

La tranche d'âge de 35 à 44 ans affiche le taux d'adhésion le plus élevé. La proportion de personnes suivies par un dispositif est plus importante chez les employés qualifiés (69,4%) et les ouvriers non qualifiés (60%). Viennent ensuite les techniciens agents de maîtrise avec 57,6%. La proportion la plus faible des licenciés suivis par un dispositif est enregistrée du côté des cadres (33,3%).

## RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



## RÉPARTITION PAR QUALIFICATION



Source Persee

## RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



## RÉPARTITION PAR MÉTIER (15 PREMIERS)

Code Rome	licenciés économiques	dont sans dispositif	dont avec dispositif
K1303 Assistance auprès d'enfants	27	NC	NC
M1607 Secrétariat	14	NC	NC
D1301 Management de magasin de détail	13	NC	NC
D1214 Vente en habillement et accessoires de la personne	12	NC	NC
M1203 Comptabilité	12	5	7
K1207 Intervention socioéducative	11	NC	NC
D1403 Relation commerciale auprès de particuliers	9	NC	NC
G1602 Personnel de cuisine	9	NC	NC
D1401 Assistanat commercial	8	NC	NC
N1103 Magasinage et préparation de commandes	8	NC	NC
D1202 Coiffure	7	NC	NC
D1402 Relation commerciale grands comptes et entreprises	7	NC	NC
K2503 Sécurité et surveillance privées	7	NC	NC
D1211 Vente en articles de sport et loisirs	6	NC	NC
F1611 Réalisation et restauration de façades	6	NC	NC

N.C. : données non communiquées en raison du secret statistique (données < à 5).

En septembre 2018, les licenciés économiques se trouvent dans trois domaines d'activité principaux :

- " Commerce, vente et grande distribution " avec les métiers " Management de magasin de détail ", " Vente en habillement et accessoires de la personne " et " Relation commerciale auprès de particuliers " ;
- " Services à la personne et à la collectivité " avec les métiers " Assistance auprès d'enfants ", " Intervention socioéducative " et " Sécurité et surveillance privées " ;
- " Support à l'entreprise " avec les métiers " Secrétariat " et " Comptabilité ".

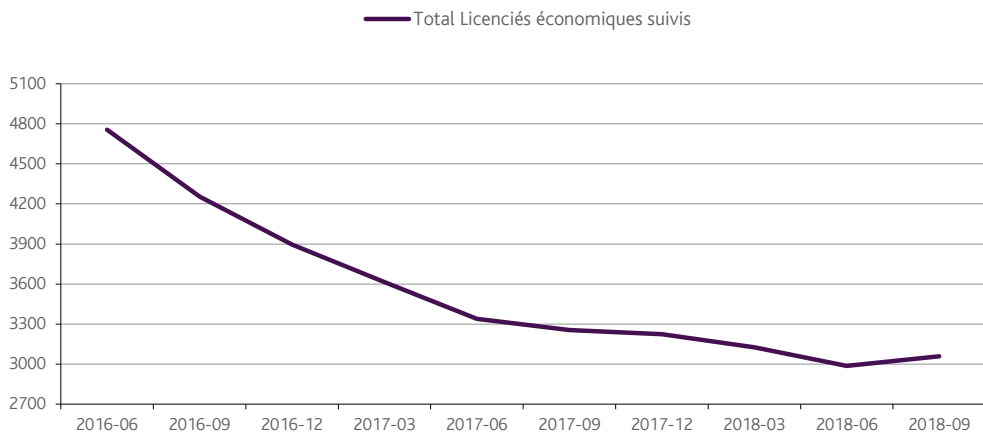
## RÉPARTITION PAR DEPARTEMENT

	Licenciés économiques sept-18	Evolution / sept-17	dont sans dispositif	Poids	dont avec dispositif	Poids
44 Loire Atlantique	225	9,8%	111	49,3%	114	50,7%
49 Maine et Loire	150	22,0%	68	45,3%	82	54,7%
53 Mayenne	32	-15,8%	18	56,3%	14	43,8%
72 Sarthe	64	-12,3%	43	67,2%	21	32,8%
85 Vendée	91	-15,0%	45	49,5%	46	50,5%
<b>Pays de la Loire</b>	<b>562</b>	<b>2,9%</b>	<b>285</b>	<b>50,7%</b>	<b>277</b>	<b>49,3%</b>

Source Persee

# LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)

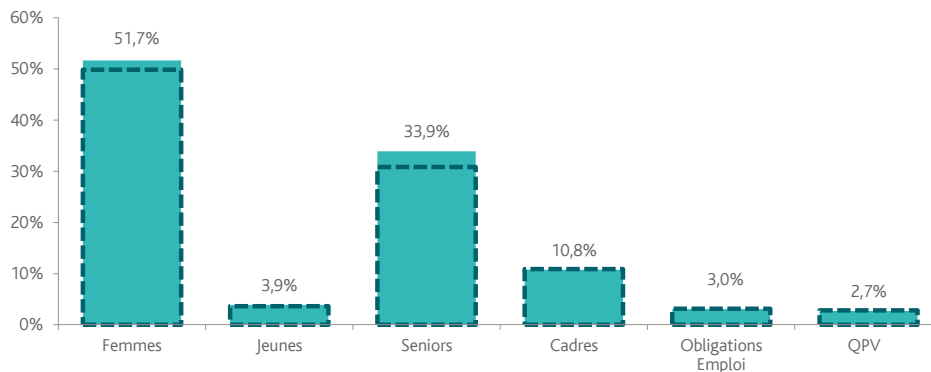
## ÉVOLUTION DES DEFM



	sept-16		sept-17		sept-18	
	DEFM		DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	4 254		3 256	-23,5%	3 058	-6,1%
dont CRP					NC	
dont CTP					NC	
dont CSP	4 253		3 256	-23,4%	3 059	-6,1%

## RÉPARTITION PAR PUBLIC

	sept-17		sept-18		
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	Evolution annuelle
Femmes	1 623	49,8%	1 580	51,7%	-2,6%
Moins de 25 ans	118	3,6%	118	3,9%	
50 ans et plus	1 004	30,8%	1 036	33,9%	3,2%
Cadres	354	10,9%	329	10,8%	-7,1%
Obligations d'emploi	102	3,1%	93	3,0%	-8,8%
Quartiers Prioritaires de la Ville	92	2,8%	83	2,7%	-9,8%



■ Poids Année en cours ■ Poids Année\_1

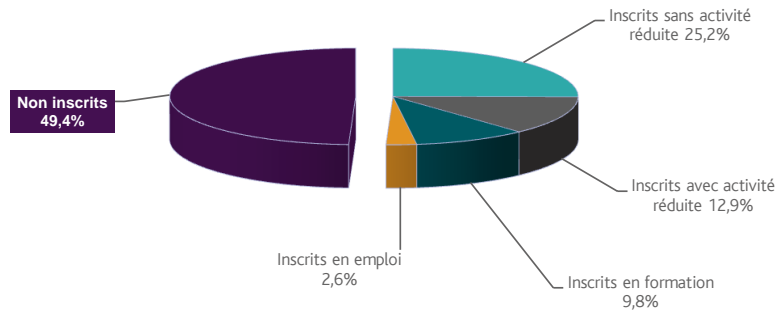
## SITUATION A L'ISSUE DES DISPOSITIFS

En septembre 2018, **49,4%** des adhérents de la cohorte d'août 2017 ne sont plus inscrits. Cette proportion passe à **53%** pour la population masculine et **68,8%** pour les demandeurs âgés de moins de 25 ans.

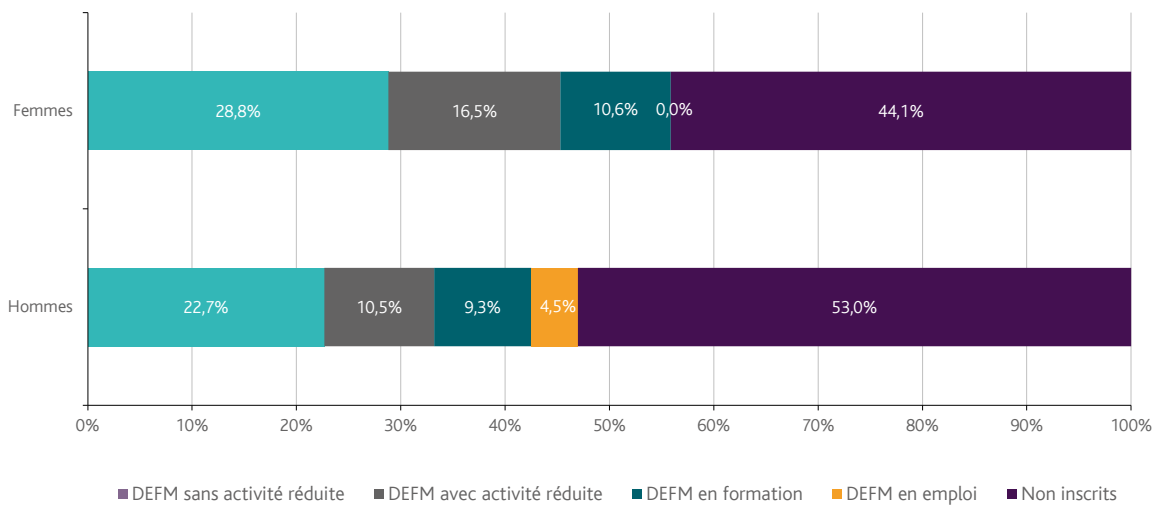
**25,2%** des adhérents d'août 2017 sont demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, un an après leur entrée dans le dispositif et **12,9%** sont demandeurs d'emploi inscrits en activité réduite en catégorie B et C.

En additionnant les personnes non inscrites, les personnes inscrites en emploi et celles inscrites avec activité réduite, la proportion de personnes en accès à l'emploi à l'issue du dispositif se chiffre à **65%**.

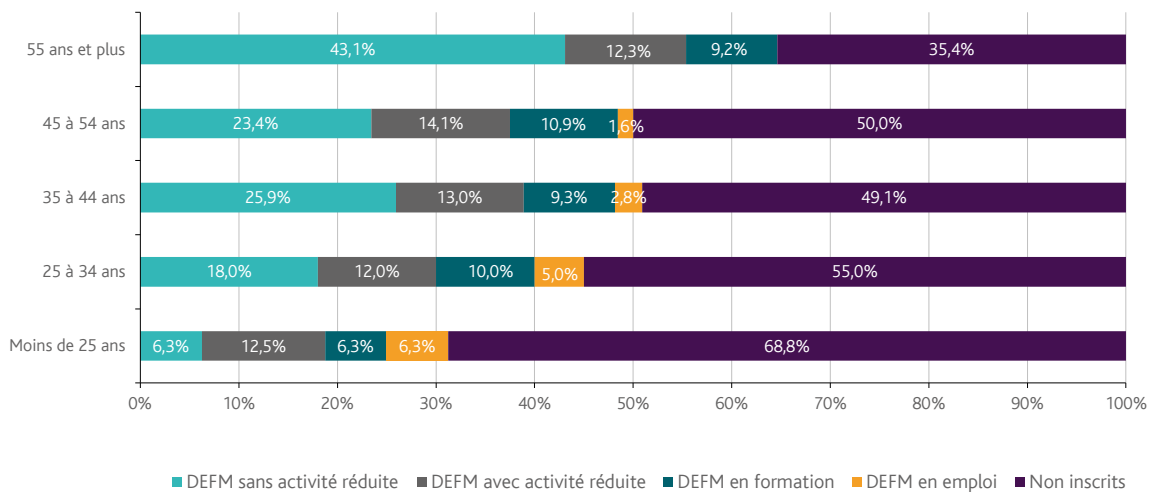
### SUIVI DE LA COHORTE D'AOÛT 2017 - 421 ADHÉRENTS



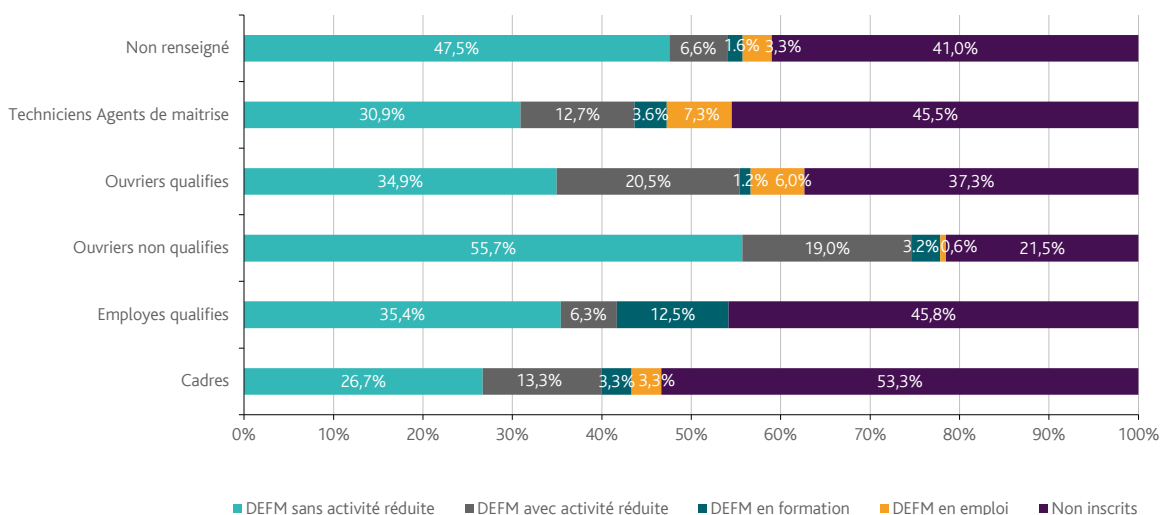
### RÉPARTITION PAR SEXE



### RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



La proportion des adhérents de la cohorte qui ne sont plus inscrits est plus importante chez les cadres et les employés qualifiés (53,3% et 45,8%).



Source Persee

### Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASRr). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

### Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP. Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

### Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011. Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans. Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique. Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP). Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période. Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

### Un nouveau dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique dorénavant aux procédures de licenciement économiques engagées à partir du 1er février 2015.

Son montant est fixé à 75% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

### Situation à l'issue des dispositifs

- Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite
- Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite
- Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation
- Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)
- Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc.

Directeur de publication :  
Alain MAUNY  
Directeur de la rédaction :  
Josette BARREAU  
Conception et réalisation :  
Service Statistiques, Etudes et Evaluation  
Catherine DORNIC, Brigitte VIGOUROUX.

Contact : statsPDL@pole-emploi.fr

Pôle emploi Pays de la Loire,  
1 rue de la Cale Crucy - CS 67910  
44179 NANTES Cedex 4

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)  
[www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr](http://www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr)

